

L'historien dans la Cité. Actualités d'une question classique. Introduction

Marc Lazar et Jakob Vogel

L'histoire et le politique entretiennent une relation compliquée, parfois houleuse. Dans leur travail, les historiens sont quasi continuellement interpellés par le débat politique et les événements de leur époque. Ainsi, leurs perspectives de recherche font souvent directement écho à des interrogations qui polarisent la sphère publique et ils cherchent dans l'analyse du passé des clés pour l'intelligence des phénomènes présents qu'ils restituent dans la durée. En même temps, les approches qu'ils mobilisent les amènent souvent à critiquer et à nuancer, voire à démentir, les affirmations d'un responsable politique qui tendent facilement vers le raccourci ou l'amalgame et qui, fréquemment, instrumentalisent l'Histoire et ses interprétations¹. L'élection présidentielle française en administre la preuve. Le 28 août 2016, François Fillon a plaidé pour le rétablissement de la continuité du récit national « en partant de la France et en axant ce récit sur celle-ci et non en le diluant, comme on le fait aujourd'hui dans l'étude des faits généraux "mondialisés"² ». Emmanuel Macron n'a pas été en reste. Lors d'un déplacement à Alger, il a déclaré le 14 février 2017 à une télévision locale que la colonisation française fut « un crime. Un crime contre l'humanité. C'est une vraie barbarie et ça fait partie de notre passé que nous devons regarder en face en présentant nos excuses à l'égard de celle et ceux avec lesquels nous avons commis ces gestes³ ». Deux déclarations emblématiques qui ont aussitôt nourri des controverses politiques et historiographiques, les historiens étant sollicités par les médias ou prenant d'eux-mêmes l'initiative de donner leur avis et leur évaluation de la pertinence des propos de ces deux candidats à la magistrature suprême⁴.

Mais les échéances électorales – et les polémiques qu'elle suscite – ne sont pas les seuls moments où la tension entre le travail de l'historien et le discours politique apparaît au grand jour. Celle-ci peut, en effet, être considérée comme consubstantielle à la profession. L'histoire en tant que discipline s'est développée au

¹ Voir François Hartog, Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'École des Hautes études en sciences sociales, 2001.

² <http://www.huffingtonpost.fr/dimitri-casali/francois-fillon-histoire-education/> [consulté le 28 février 2017].

³ http://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/emmanuel-macron-qualifie-la-colonisation-de-crime-contre-l-humanite-la-polemique-en- quatre-questions_2062385.html [consulté le 28 février 2017].

⁴ Voir, par exemple, les interventions de Sylvie Thénault, de Malika Rahal, d'Isabelle Delpa et de Emmanuelle Sibeud dans le débat autour des propos d'Emmanuel Macron sur la colonisation : www.lemonde.fr/politique/article/2017/02/16/peut-on-dire-comme-emmanuel-macron-que-la-colonisation-est-un-crime-contre-l-humanite_5080715_823448.html; http://www.liberation.fr/debats/2017/03/09/de-la-colonisation-et-des-crimes-contre-l-humanite_1554573 [consulté le 28 février 2017].

XIX^e siècle. Elle s'est efforcée d'asseoir sa scientificité en définissant ses règles, ses méthodes, ses sources documentaires ou encore sa déontologie. Dans le même temps, elle a généralement été associée en Europe comme ailleurs aux mouvements politiques nationaux et à leurs combats pour la construction ou la consolidation d'États-nation dont les fondements, les référents et les institutions variaient d'un pays à l'autre⁵. C'est dans cet état d'esprit, par exemple, que l'historien et homme politique britannique Thomas Macaulay a écrit sa fameuse *History of England*, publiée dans les années 1840, qui a inspiré beaucoup d'autres historiens européens dans l'élaboration de leur propre histoire nationale. Macaulay proposait une histoire nationale libérale de l'Angleterre reposant sur une monarchie relativement faible et un parlement fort ; son interprétation s'est vite imposée outre-Manche sous l'appellation de la « *whig interpretation of history* ». Au fil des décennies, les divers récits historiques nationaux ont été popularisés par l'école (ses professeurs et ses manuels), l'art (peintures, sculptures), les monuments, les célébrations de grandes figures du passé, d'événements supposés fondateurs ou de lieux symboliques et sanctuarisés, l'organisation de fêtes et les rituels commémoratifs. Ils ont pénétré, avec des degrés variables, le quotidien d'une grande partie des populations même si d'autres visions de l'histoire pouvaient subsister et même résister à celles devenues dominantes⁶. Mais généralement, ces dernières réussissaient à s'imposer d'autant qu'elles bénéficiaient de la montée en puissance des appareils étatiques dont, au demeurant, elles légitimaient l'existence.

Aujourd'hui, la situation s'avère plus problématique. D'un côté, ces récits nationaux, à quelques variantes près, continuent de constituer le sédiment des représentations du passé considérées par les pouvoirs publics comme un héritage historique commun au fondement d'un « roman national », pour reprendre une expression discutable mais fort répandue. Celui-ci est supposé unir des sociétés désormais plus hétérogènes, travaillées par les processus d'individualisation et de différenciation, parfois même de communautarisation. D'un autre côté, ces récits sont contestés par des groupes mémoriels qui remettent en cause plusieurs pans du passé national et exigent la reconnaissance de leurs souffrances, voire de leurs discriminations, tandis que les historiens cherchent à rompre avec les mythologies antérieures et soulignent la complexité de l'histoire. Il en résulte, par exemple, que dans la plupart des pays européens les commémorations nationales s'avèrent plus difficiles à célébrer qu'auparavant et qu'elles provoquent parfois plus de divisions que de consensus⁷.

En fait, les historiens ont été et sont encore tiraillés entre leur inclination pour le passé et leur intérêt pour le présent. Un intérêt qui se manifeste de multiples manières, de l'intervention dans l'espace public en tant que savant à un réel engagement politique, qui non seulement implique l'historien dans sa vie de citoyen mais peut l'amener à exprimer ses propres positions politiques au nom de la science.

⁵ Stefan Berger, Chris Lorenz (eds.), *Nationalizing the Past. Historians as Nation Builders in Europe*, Houndsmill, Palgrave, 2010 ; Christoph Conrad, Sebastian Conrad (eds.), *Die Nation schreiben. Geschichtswissenschaft im internationalen Vergleich*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2002 ; Ilaria Porciani, Jo Tollebeck (eds.), *Setting the Standards. Institutions, Networks and Communities of National Historiography*, Houndsmill, Palgrave, 2012.

⁶ De la multitude de travaux sur cette problématique, retenons ici, par exemple, Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Le Grand Livre du mois, 1999 ; Étienne François, Hannes Siegrist, Jakob Vogel (eds.), *Nation und Emotion. Deutschland und Frankreich im Vergleich (19. und 20. Jahrhundert)*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1995.

⁷ Voir par exemple, Maurizio Ridolfi (ed.), *Rituali civili. Storie nazionali e memorie pubbliche nell'Europa contemporanea*, Rome, Gangemi Editore, 2006.

Les exemples abondent : de l'anti-nazisme de Marc Bloch et de la jeune école des *Annales*⁸ jusqu'au comportement d'Eric Hobsbawm resté fidèle jusqu'à la fin de sa vie à l'idéal communiste et au marxisme, ce qui a influencé le choix et le contenu de ses travaux. Il en est allé de même chez des historiens proches d'autres courants de pensée politique⁹. Les formes d'expertise et les attitudes de l'historien dans la vie de la Cité sont diversifiées, parfois imbriquées les unes dans les autres, et par conséquent difficiles à catégoriser et à distinguer. Mais les distinctions entre simple intervention publique en tant que savant et engagement au nom de la science sont idéal-typiques, donc labiles et poreuses. Elles obligent d'autant plus les historiens à réaliser en permanence un travail d'auto-analyse, d'objectivation et de distanciation, surtout sur les sujets considérés comme toujours « chauds », porteurs d'enjeux mémoriels vifs et controversés.

Or, curieusement, le questionnement sur la dimension civique du métier d'historien est rarement abordé dans les revues scientifiques, comme il est faiblement présent dans la formation des jeunes historiens. En effet, il existe une étrange division du travail entre les revues scientifiques, presque uniquement consacrées à la présentation des recherches en cours, et la présence des historiens dans les médias et les réseaux sociaux pour livrer leur expertise, voire donner leur opinion sur les questions d'actualité, les débats politiques ou les décisions gouvernementales. Cette division du travail ne relèverait-elle pas d'une forme de schizophrénie ? Officiellement, les historiens se drapent dans leurs toges et proclament haut et fort leur neutralité et leur objectivité. Cette noble posture a quelque chose d'artificiel. Des notes de bas de page ou des comptes rendus d'ouvrages laissent fréquemment percer la sensibilité politique de leur auteur. Le choix des sujets de recherche, notamment ceux qui sont politiques, n'a généralement rien d'anodin et renvoie à des itinéraires personnels, voire à des socialisations politiques passées ou toujours existantes. Certains historiens, et non des moindres, publient de véritables essais politiques fondés sur une vaste documentation résultant de leurs investigations de chercheur, mais qui sont délibérément conçus comme des contributions au débat public. Ces travaux insistent sur la complexité des relations entre les politiques publiques mémorielles et l'histoire, et n'hésitent pas à suggérer des comparaisons entre des situations historiques et le temps présent¹⁰.

⁸ Si l'engagement de Marc Bloch dans la Résistance contre l'Occupation nazie qui lui a coûté la vie est bien connu, l'intérêt précoce des *Annales* pour l'observation des tendances national-socialistes dans l'historiographie allemande des années 1930 et des effets de la « *Machtergreifung* », de la prise de pouvoir de Hitler sur le système universitaire allemand en général, l'est beaucoup moins. Voir par exemple, Peter Schöttler, *Lucie Varga. Les autorités invisibles*, Paris, Cerf, 1991, et du même auteur, « Lucie Varga : A Central European Refugee in the Circle of the French "Annales". 1934–1941 », *History Workshop Journal*, 33 (1992), p. 100-120. Un point de vue plus critique sur les *Annales* est développé par François Dosse, *L'histoire en miettes. Des "Annales" à la "nouvelle histoire"*, Paris, Pocket, 1987.

⁹ James Cronin, « Creating a Marxist Historiography: the contribution of Hobsbawm », *Radical History Review* 19 (1979), p. 87–109 ; Tony Judt, « Eric Hobsbawm et le roman du communisme », dans *Retour sur le XX^e siècle. Une histoire de la pensée contemporaine*, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2010, p. 168-184.

¹⁰ Voir, par exemple, dans une littérature considérable en particulier à propos des enjeux mémoriels : Claude Askolovitch, Pascal Blanchard, Renaud Dély, Yvan Gastaud, *Les années 30 sont de retour. Petite leçon d'histoire pour comprendre les crises du présent*, Paris, Flammarion, 2014 (ce livre associe deux journalistes et deux historiens) ; Jean-Noël Jeanneney, *L'État blessé*, Paris, Flammarion, 2012 ; Jürgen Kocka, *Interventionen. Der Historiker in der öffentlichen Verantwortung*, Göttingen : Vandenhoeck 2001 ; René Rémond, *Quand l'État se mêle de l'histoire*, Paris, Stock, 2006 ; Hans-Ulrich Wehler, *Die Deutschen und der Kapitalismus. Essays zur Geschichte*, Munich, Beck, 2014.

Avec ce dossier qui compose ce numéro spécial, notre revue entend inciter à une réflexion sur la responsabilité de l'historien dans la Cité et ses implications pour son statut entre, d'un côté, la sphère universitaire, de la recherche et de l'enseignement et, de l'autre, l'univers politique. Cette réflexion nous semble d'autant plus nécessaire que la situation politique actuelle en France, en Europe et dans le monde, interpelle particulièrement les historiens, qui sont aussi des citoyens, et les incite à intervenir dans l'espace public en fonction de leurs différentes spécialisations et compétences. La crise des migrants, le Brexit, la victoire de Donald Trump aux États-Unis, l'avenir de l'Union européenne et plus généralement du projet européen, la montée des nationalismes, l'essor des populismes, le regain de l'autoritarisme partout dans le monde (Europe comprise), les interrogations sur les réalités que recouvrent les nations, le terrorisme, l'islamisme, voilà quelques-uns des sujets qui méritent une intervention forte et audible des historiens dans le débat politique afin de tenter, grâce à des analyses fines et sérieuses, de lui donner de la profondeur, de la densité et de la complexité. Cela ne signifie pas que les historiens veulent se substituer aux femmes ou aux hommes politiques. Naturellement, ces derniers peuvent s'exprimer sur l'histoire ou évoquer celle-ci, mais ils ne doivent en aucune manière édicter ce qu'elle doit être, et encore moins la façon de la faire. À chacun son métier ! De même, les historiens doivent accepter le principe que leurs interprétations du passé soient soumises à la critique. L'exemple de ceux qui ont contribué ou qui contribuent encore à légitimer des régimes politiques douteux, voire inhumains, en atteste. Un des pires cas fut certainement celui des historiens allemands des années 1920 et 1930 convertis au national-socialisme dont les travaux justifiaient, au nom de l'histoire, le régime nazi dès ses premiers pas et qui ont même inspiré la politique d'extermination menée pendant la Deuxième Guerre mondiale en Europe et ailleurs¹¹.

Néanmoins, les évolutions de la méthodologie historique de ces dernières décennies ont permis de renforcer les assises de la discipline. Il est impératif pour l'historien de continuellement interroger ses sources, de réfléchir sur ses problématiques et de confronter ses analyses à celles de ses pairs. Nous sommes convaincus que cela lui permet de se prémunir contre toute vision simpliste de l'histoire. Ainsi formé, l'historien doit plus que jamais avoir conscience de sa responsabilité dans la vie de la Cité et donc du rôle qu'il est appelé à jouer, au même titre que les politistes, les sociologues, les économistes, les juristes ou les philosophes. Avec cependant une différence essentielle et problématique, puisque les historiens ne sont pas, ou mieux ne sont plus, dans les registres du normatif et du prescriptif, mais davantage dans celui du réflexif, fut-il caractérisé par de nombreux doutes. En effet, comme l'a montré François Hartog, l'histoire articulait le passé et le présent, le présent et le futur ; elle était « concept d'action et impliquait la prévision », ce qu'elle n'est plus en mesure de faire pour différentes raisons, dont l'inflation mémorielle et le

¹¹ Dans la foulée du « *Historikerstreit* », la « querelle des historiens », ce débat public autour de l'interprétation du nazisme et de sa comparaison avec le communisme de la fin des années 1980 et du début des années 1990, la question de l'implication d'historiens allemands dans la politique nazie et dans le « *Generalplan Ost* » de la SS a été largement discutée dans la communauté académique allemande. Parmi toutes les publications sur ce sujet, voir par exemple, Ingo Haar, *Historiker im Nationalsozialismus. Deutsche Geschichtswissenschaft und der 'Volkstumskampf' im Osten*, Göttingen, Vandenhoeck, 2001 ; Winfried Schulze, Otto Gerhard Oexle (eds.), *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, Francfort/M., Fischer 1999 ; Willi Oberkrome, *Volksgeschichte. Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft 1918-1945*, Göttingen, Vandenhoeck, 1993.

« présentisme¹² ». Il n'en demeure pas moins que l'historien conserve une fonction dans l'agora.

Son rôle n'est certes pas simple. Mais il répond à l'exigence citoyenne du chercheur et de l'enseignant. Les historiens sont appelés parfois à se prononcer dans l'espace public en tant qu'« experts » sur des points précis de l'histoire. Ce fut par exemple le cas en France avec les procédures juridiques engagées contre des acteurs de la collaboration et de la persécution des juifs durant l'Occupation, provoquant d'ailleurs de vifs débats dans la profession¹³. Leurs interventions dans le débat public, sans même évoquer ici le sujet épineux de l'enseignement scolaire, passent aussi par d'autres vecteurs qui fournissent des opportunités mais imposent aussi des contraintes et édictent des règles difficilement négociables, voire non discutables : conférences publiques, articles de presse, émissions de radio et de télévision, interviews réalisées par des journalistes, contributions à des sites internet, collaboration à des documentaires, écriture de scénarios de films de fiction, rédaction des textes de bandes dessinées, etc.¹⁴. Ces formes d'expression posent de sérieux problèmes quant à la manière de présenter les faits et les interprétations historiques, avec ce que cela suppose de nuances et d'esprit critique¹⁵. Mais les historiens disposent-ils des bons outils pour intervenir dans le débat public ? Cette interrogation importante atteste, une fois encore, de la nécessité d'une réflexion critique sur le contenu et les formes de l'engagement professionnel ainsi que sur les rapports de celui-ci avec les fondements méthodologiques de la discipline. Ce à quoi, justement, ce numéro d'*Histoire@Politique* entend apporter sa pierre.

D'autant que la question de la posture de l'historien et de son implication éventuelle qui, pour les auteurs de ce numéro, est aujourd'hui une nécessité, se pose en ce moment dans des termes nouveaux et parfois inquiétants, lourds en tout cas de fortes préoccupations. On ne peut ignorer le débat actuel sur le soi-disant « nouvel âge de la post-vérité », dont se réclament certains essayistes et chroniqueurs bénéficiant d'une large audience et qui, au nom des convictions du « peuple », opposent leur parole à celle des universitaires, avec comme cibles prioritaires les historiens, les sociologues et les autres spécialistes de sciences sociales, accusés de tous les maux¹⁶. Ces

¹² François Hartog, *Croire en l'histoire*, Paris, Flammarion, 2013, p. 31.

¹³ Voir, par exemple, Olivier Dumoulin, *Le Rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2002 ; Béatrice Fleury, Jacques Walter, « Le procès Papon. Médias, témoin-expert et contre-expertise historiographique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 88 (2005), p. 63-76 ; René Remond, Touvier et l'Église. Rapport de la commission historique instituée par le cardinal Decourtray, Paris, Fayard, 1992 ; Henry Rousso, *La Hantise du passé : Entretien avec Philippe Petit*, Paris, Textuel, 1998 et *La dernière catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*, Paris, Gallimard-Essais, 2012.

¹⁴ Les apports, mais aussi les limites et les questionnements posés par la collaboration des historiens à une enquête journalistique sont remarquablement mis en lumière dans l'article de Sylvie Thénault à propos de la disparition de Maurice Audin à Alger en 1957 (« La disparition de Maurice Audin. Les historiens à l'épreuve d'une enquête impossible (1957-2014) ») que nous publions dans la rubrique « Pistes et débats » de ce numéro : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=31&rub=pistes&item=37>.

¹⁵ Voir, par exemple, le débat sur la parole des historiens dans les médias et l'utilisation des images et du « dokutainment » : Julie Maeck, Matthias Steinle (dir.), *L'image d'archives. Une image en devenir*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016 ; Bettina Alavi, Susanne Popp, Marko Demantowsky, Gerhard Paul (eds.), *Zeitgeschichte – Medien – Politische Bildung*, Göttingen, Vandenhoeck 2010 ; Oliver Näpel, « Historisches Lernen durch 'Dokutainment'? – Ein geschichtsdidaktischer Aufriss », *Zeitschrift für Geschichtsdidaktik*, 2 (2003). p 13-244.

¹⁶ Sur les débuts du débat autour du concept de la « post-vérité », voir, déjà en 2004, Ralph Keyes, *The Post-Truth Era*, New York, St. Martin's Press, 2004. Le terme a trouvé une grande résonance internationale surtout à travers la couverture médiatique du Brexit en Grande-Bretagne et de la

publicistes, en Europe comme aux États-Unis, dénoncent certains historiens qui, selon eux, n'insisteraient que sur les aspects sombres du passé, exigeraient sans cesse des actes de contrition et pratiqueraient un auto-dénigrement permanent, basculant dans une haine de leurs pays d'appartenance. Ils sont par conséquent présentés comme les ennemis d'une conception « saine » de l'histoire, « à l'ancienne », reposant sur la narration et une vertueuse exaltation de la « nation » qui n'aurait pas à s'appesantir sur les aspects problématiques du passé ni à s'embarrasser de déclarations de repentance¹⁷. La situation est encore plus grave dans les régimes autoritaires. Le fait qu'un des auteurs pressentis de ce dossier ait préféré renoncer à la publication de son article sur la situation des historiens en Turquie est un signe inquiétant qui atteste des menaces pesant actuellement sur le métier d'historien dans un pays situé aux confins de l'Union européenne et aspirant à y entrer !

Les historiens ne forment bien évidemment pas un bloc. Ils ne procèdent pas à la même lecture des événements auxquels ils sont confrontés et ils ne conçoivent pas tous de la même façon leur rôle social et politique. Qui dit politique dit clivages, différentes visions du monde, attention pour certains sujets et désintérêt pour d'autres. Les historiens ne sont pas immunisés contre les effets de la politique, surtout quand ils sont spécialistes des périodes les plus contemporaines et du temps présent. Mais tous ont conscience que leurs connaissances peuvent contribuer aux débats qui agitent la Cité.

Ce dossier avec ses articles délibérément courts, avec parfois une tonalité personnelle, voire « militante », entend mettre en exergue quelques-uns des enjeux qui se posent pour la recherche historique aujourd'hui dans certaines sociétés où la politique percute la recherche historique, interpelle les historiens dans leur travail, et peut même conditionner l'écriture de l'histoire. Ont été choisies la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie et la Pologne, pays dans lesquels les questions sur l'engagement politique et civique de l'historien se posent de manière forte différente : les pressions politiques exercées sur des historiens en Pologne ou en Hongrie sont sans aucun doute d'une toute autre nature que la situation de la profession dans le débat politique en France ou le contexte de la campagne britannique du Brexit. D'où la nécessité de bien analyser, de contextualiser et de comparer les différentes configurations, opérations bien connues des historiens. Mais malgré ces différences évidentes, les articles montrent à quel point l'histoire se trouve aujourd'hui dans nos sociétés au centre de fortes tensions politiques et à quel point les combats d'une partie des historiens consistent à défendre les fondements mêmes de la profession, laquelle ne se conçoit qu'au regard d'une conception ouverte du passé, du présent et du futur de la société.

Les différents articles rassemblés ici partagent un présupposé commun : la défense d'une vision plurielle de l'histoire. Une histoire qui par conséquent ne s'enferme pas dans un cadre national étroit mais qui cherche à montrer continûment, les échanges,

campagne électorale aux États-Unis de la même année. Voir Katharine Viner, « How Technology Disrupted the Truth », dans <https://www.theguardian.com/media/2016/jul/12/how-technology-disrupted-the-truth> [consulté le 20 février 2017] et « "Postfaktisch" ist das internationale Wort des Jahres », *Neue Zürcher Zeitung*, 16 novembre 2016.

¹⁷ Cela est apparu de manière très nette, par exemple, lors des polémiques provoquées par la publication du livre « Histoire mondiale de la France ». Lire, par exemple, le compte rendu d'Éric Zemmour du livre : <http://static.resistancerepublicaine.eu/wp-content/uploads/2017/01/Zemmour-Dissoudre-la-France-en-800-pages-Figaro-19-01-17.png> [consulté le 20 février 2017] et, dans un genre différent, la tribune d'Alain Finkielkraut, « La charge d'Alain Finkielkraut contre les "fossoyeurs du grand héritage français" », *Le Figaro*, 26 janvier 2017.

les circulations et tous les autres liens tissés avec l'extérieur. C'est cette problématique centrale dans l'historiographie actuelle qu'abordent aussi les autres auteurs de ce dossier. Leurs contributions s'intéressent à des grandes questions de sociétés correspondant à des terrains de recherche explorés depuis quelque temps mais qui, à cause de leurs enjeux politiques évidents, les amènent à se positionner comme chercheurs et citoyens dans la cité : comment étudier l'écologie, la crise des migrants ou encore le racisme et l'antisémitisme, et quel rôle les spécialistes de ces sujets sont-ils prêts ou non à assumer en dehors des cénacles académiques ?

Ce dossier n'a nulle prétention à l'exhaustivité. Bien d'autres thèmes pourraient et devraient être analysés et débattus, qui feraient apparaître des divergences d'approche et d'analyse dans la communauté des historiens. En revanche, il affiche une ambition : lancer un débat que nous sommes prêts à accueillir dans nos pages, et, pourquoi pas, penser à des initiatives qui rassembleraient les historiens pour prolonger cette première ébauche de réflexion.

Les auteurs

Marc Lazar est professeur d'histoire et de sociologie politique à Sciences Po, où il est le directeur du Centre d'histoire et président du Conseil scientifique, et à la Luiss-Guido Carli de Rome où il est Président de la School of Government. Il est un spécialiste de la vie politique en France et en Italie, des gauches européennes et des processus de radicalisation politique. Il est directeur de publication de la revue *Histoire@Politique*.

Jakob Vogel, né en 1963, est spécialiste de l'histoire de l'Europe et du colonialisme européenne du XVIII^e au XX^e siècle. Depuis 2011, il est Full Professor au Centre d'histoire de Sciences Po, Paris. Depuis 2014, il est rédacteur en chef de la revue *Histoire@Politique*.

Pour citer cet article : Marc Lazar et Jakob Vogel, « L'historien dans la Cité. Actualités d'une question classique. Introduction », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017 [en ligne, www.histoire-politique.fr]